



EGLISE PROTESTANTE DE KANAKY NOUVELLE-CALEDONIE
8, rue Fernande Leriche - Vallée du Génie
BP 277 – 98845 - Nouméa Cedex
Tel : 26-38-98 / Mail : epknc@epknc.nc

**Déclaration Orale au Comité Spécial des Vingt-Quatre,
Session de fond sur la Situation concernant la mise en œuvre de la Déclaration sur
l'Octroi de l'Indépendance des Pays Coloniaux et des Peuples au siège des Nations
Unies**

**Session de l'après-midi sur la Question de la Nouvelle-Calédonie¹,
New York, Lundi 15 juin 2026.**

**Par Pasteur Billy Wetewea, Secrétaire Général de
l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie**

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Comité spécial,
Salutations fraternelles de la part de l'Église Protestante de Kanaky-Nouvelle-Calédonie.

Depuis 1979, notre Église s'est exprimée de manière prophétique en faveur de l'indépendance du peuple kanak tout en affirmant la dignité des autres communautés. Affirmer l'existence kanak ne revient pas à nier les droits des autres. La justice que nous recherchons n'est dirigée contre personne, mais pour la vie, la paix et la dignité pour tous.

Quarante ans après que la Nouvelle-Calédonie a été réinscrite sur la liste des Territoires Non-Autonomes, les Nations Unies seront-elles à la hauteur de ce moment charnière ?

Depuis mai 2024, notre peuple traverse une crise profonde. Nous ne venons pas seulement décrire un conflit politique, mais faire entendre la voix des familles, des femmes, des mamans, des jeunes, des chefs coutumiers, des Églises et des communautés meurtries.

La Mission des Peuples du Pacifique a conclu que le soulèvement de 2024 n'était pas un événement isolé, mais la conséquence d'un processus de décolonisation défailant, la perte d'impartialité de l'État, d'injustices socio-économiques persistantes et d'un effondrement de la confiance envers la puissance administrante et politique.

Les organes des Nations Unies et la France s'accordent sur trois points : l'article 5 de l'Accord de Nouméa est irréversible, le consentement des Kanaks est requis, et la discrimination structurelle ainsi que le recours disproportionné à la force persistent.

Derrière chaque rapport se cache une vie humaine. Des familles survivent avec un seul repas par jour. Des parents ont perdu leur emploi. Des enfants peinent à retourner à l'école. Les travailleurs ne peuvent pas se déplacer car les transports se sont effondrés. Le peuple ne demande pas de privilèges, mais de la dignité.

L'ordre sans justice n'est pas la paix. Le silence sous la pression n'est pas un consentement.

¹ S'il vous plait, regardez la Déclaration Complète, ci-dessous.

Les chiffres de la CNCDH française elle-même dénoncent le système : pauvreté, inégalités en matière d'éducation et surreprésentation des Kanaks en prison. Lorsque les Kanaks remplissent les prisons mais restent absents des lieux de décision, ce n'est pas seulement une crise sociale ; c'est une alerte morale et politique.

Le rejet des accusations d'insurrection par la Justice française met à nu le faux récit du complot. Pourtant, des militants restent détenus, des familles restent blessées, et les décès de mai 2024 exigent toujours la vérité et des comptes.

Des élections organisées sans accord politique global, et avec un électorat modifié sans le consentement libre, préalable et éclairé du peuple kanak, ne peuvent rétablir la confiance. Elles ne feront qu'aggraver les divisions.

Nous appelons donc ce Comité à :

- Accepter le rapport de la Mission des peuples du Pacifique ;
- Envoyer d'urgence une mission conjointe du C-24 et du Groupe Fer de Lance Mélanésien ;
- Déployer une mission d'évaluation électorale des Nations Unies ;
- Demander la libération des prisonniers politiques kanaks et le retour des détenus transférés en France métropolitaine ; et
- Établir un calendrier clair de décolonisation, respectant l'Accord de Nouméa et les institutions coutumières kanakes.

Madame la Présidente, cette Commission n'a pas été créée uniquement pour documenter l'injustice coloniale. Elle a été créée pour y mettre fin. La quatrième Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme doit se traduire en actions concrètes.

Notre Église n'appelle ni à la haine ni à la vengeance, mais à la vérité, à la justice et à la paix. La véritable paix ne naît pas de l'oubli des blessures, mais de leur reconnaissance, de leur réparation et du rétablissement de la dignité.

Que ce Comité aujourd'hui entende le cri d'un peuple, la prière d'une Église et l'appel d'une terre qui demande à être libre depuis 40 ans maintenant,

Oleti gan hmâ.

Merci.

ANNEXE 1

Déclaration Complète au Comité Spécial des Vingt-Quatre, Session de fond sur la Situation concernant la mise en œuvre de la Déclaration sur l'Octroi de l'Indépendance des Pays Coloniaux et des Peuples au siège des Nations Unies

Session de l'après-midi sur la Question de la Nouvelle-Calédonie,
New York, Lundi 15 juin 2026.

**Par Pasteur Billy Wetewea, Secrétaire Général de
l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie**

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Comité,

Nous vous saluons fraternellement de la part de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC). C'est en 1979 que l'EPKNC, l'Église évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles Loyauté à l'époque, se positionne pour l'indépendance du peuple kanak tout en reconnaissant la dignité des autres communautés présentes due à la colonisation. Depuis, l'église a toujours assumé son rôle prophétique auprès du peuple de Dieu en Nouvelle-Calédonie. Et nous remercions nos partenaires d'églises régionales et internationales d'avoir porté cette parole de justice et de vérité que nous ne le pouvions pas. Revendiquer sa dignité d'exister ne se fait pas forcément au détriment de celle des autres. Mais Madame la présidente, 40 ans après la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser, nous voici encore là. Et c'est tout le challenge que nous propose notre traversée de ce temps. Serons-nous à la hauteur ?

En solidarité avec la Conférence des Églises du Pacifique et de nos partenaires, nous prenons la parole devant ce Comité, pour ne pas seulement témoigner d'une crise. Nous venons dire ce que nos familles, nos jeunes, nos mamans, nos femmes, et nos enfants ont entendu, vu et porté depuis mai 2024.

La Mission des Peuples du Pacifique en Kanaky Nouvelle-Calédonie², organisé en Avril 2025, par le Réseau Pacifique sur la Mondialisation (PANG) avec 5 éminents anciens du Pacifique, a permis de récolter les témoignages des jeunes, des mamans, des coutumiers, des associations de solidarités, des églises, des artistes, et des communautés les plus affectés par les événements de Mai 2024. Cela a été nécessaire, car il nous a paru fort regrettable que les visites officielles organisées par l'état ou les institutions régionales, tel que la mission de haut niveau par le Forum des Îles du Pacifique en fin juin 2024, n'ont pas pris en compte sérieusement ces groupes de personnes.

La Mission des Peuples du Pacifique a conclu que le soulèvement de 2024 est le résultat direct d'un **processus de décolonisation défaillant** et d'injustices socio-économiques persistantes, préconisant la **libération des prisonniers politiques** et la négociation de nouveaux accords pour garantir l'autodétermination et la justice au peuple kanak.

²Pacific Network on Globalisation (PANG), Pacific Conference of Churches (PCC) et Eglise protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), Pacific Peoples' Mission to Kanaky New Caledonia, rapport d'évaluation pastorale et des parties prenantes, avril 2025 (publié novembre 2025). Disponible sur : <https://pang.org.fj/3080-2/>. Déclaration du 54e Forum des Îles du Pacifique, août 2025 ; communiqué du 23e Sommet des dirigeants du Groupe Fer de Lance Mélanésien, 23 juin 2025.

- Perte d'impartialité : La France n'est pas perçue comme un acteur neutre dans la transition vers l'indépendance, provoquant un effondrement de la confiance politique.
- Inégalités structurelles : Le rapport documente la discrimination systémique, l'élargissement des écarts socio-économiques, le déclin du système de santé et les biais systémiques dans le système judiciaire. Notamment, les jeunes kanak représentent plus de 80 % de la population carcérale.
- Politiques post-crise défailtantes : Le soulèvement de mai 2024 est présenté comme une réaction à une gouvernance défailtante. Les politiques françaises post-crise, telles que le retrait de bourses et la relocalisation des services publics, ont été qualifiées de mesures punitives contre les communautés kanak et océaniques.

Madame la présidente un seuil juridique a été franchi...

Les résolutions 80/98 et 80/105 de l'Assemblée générale ont réaffirmé en décembre 2025 le mandat de ce Comité et les obligations de la puissance administrante au titre du Chapitre XI de la Charte.³ Ce mandat vient d'être conforté par un événement sans précédent. Le 30 avril 2026, le Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale a adopté sa Déclaration 3 (2026), première alerte précoce et action urgente jamais déclenchée pour la Nouvelle-Calédonie (INT/CERD/SWA/FRA/11508).⁴ En application de l'article 15 de la Convention, le CERD a transmis ce texte à la Quatrième Commission, établissant un lien formel entre le mécanisme conventionnel anti-discrimination et le processus de décolonisation onusien.

Ce que le CERD a constaté, le Comité des Droits de l'Homme (CCPR/C/FRA/CO/6) et le Comité contre la Torture (CAT/C/FRA/CO/8) l'avaient précédemment documenté. Tous trois s'accordent sur l'irréversibilité de l'article 5 de l'Accord de Nouméa, sur l'exigence du consentement libre, préalable et éclairé du peuple kanak, et sur l'usage disproportionné de la force en mai 2024. La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme de France, institution accréditée auprès des Nations Unies, a confirmé ces constats dans son analyse du 29 janvier 2026.⁵

Des chiffres qui accusent un système

L'ordre sans justice n'est pas la paix. Le silence sous la pression n'est pas le consentement.

Les chiffres de la CNCDH sont ceux de l'État français lui-même. 32,5 % du peuple kanak vit sous le seuil de pauvreté, contre 9 % du reste de la population. Seulement 8 % des Kanak accèdent à l'enseignement supérieur, contre 54 % des personnes identifiées comme européennes. Entre 90 et 95 % des détenus du centre pénitentiaire de Nouméa sont kanak, alors qu'ils représentent 39 à 43 % de la population générale.⁶ L'Avis consultatif de la Cour Internationale de Justice sur la Namibie de 1971 rappelle que les États ne peuvent ni reconnaître

³Résolutions 80/98 et 80/105 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptées le 5 décembre 2025, réaffirmant le mandat du Comité spécial et les obligations centrales des puissances administratives au titre du Chapitre XI de la Charte, et soulignant l'importance d'organiser une mission de visite en Nouvelle-Calédonie aussitôt que possible.

⁴Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Déclaration 3 (2026), procédure d'alerte précoce et d'action urgente, INT/CERD/SWA/FRA/11508, adoptée le 30 avril 2026. Transmise à la Quatrième Commission en vertu de l'article 15 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

⁵Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), Avis A-2026-1, Nouvelle-Calédonie et droits fondamentaux : une analyse de la crise de 2024, adoptée le 29 janvier 2026 en séance plénière (31 voix pour, 1 contre, 3 abstentions), §§ 12-14. La CNCDH bénéficie du statut A auprès des Nations Unies au titre des Principes de Paris (Résolution 48/134 de l'Assemblée générale). Voir aussi : Comité des droits de l'homme, CCPR/C/FRA/CO/6, 7 novembre 2024 ; Comité contre la torture, CAT/C/FRA/CO/8, 22 mai 2025.

ni soutenir une situation illicite dans un territoire non autonome administré en violation du droit international. La question qui se pose ici est de même nature.

Un scandale que la justice française elle-même a reconnu

Le 5 juin 2026, les juges d'instruction parisiens ont prononcé un non-lieu général en faveur des quatorze militants kanak de la CCAT, dont Christian Tein, président du FLNKS. Les magistrats ont expressément écarté toute accusation d'insurrection.⁷ Il n'y avait pas de complot. Il n'y en a jamais eu. Ce non-lieu est la voix des institutions mêmes de l'État qui dit ce que nous affirmons depuis deux ans. Et pourtant, le parquet a fait appel. Des militants demeurent détenus. La question de l'impunité des responsables de la mort de douze personnes kanak en mai 2024 reste, elle, sans réponse.

Des élections sans accord, un processus sans consentement

Dans treize jours, le 28 juin, des élections provinciales se tiendront avec un corps électoral modifié à trente-neuf jours du scrutin, sans le consentement libre et préalable du peuple kanak. C'est précisément le type de mesure unilatérale que le CERD exige de cesser. Le 54^{ème} Forum des Îles du Pacifique a qualifié ce moment de charnière. Le Groupe Fer de Lance Mélanésien avait demandé une mission conjointe avec ce Comité.⁸ Notre église partage pleinement cette demande.⁹

Les différents rapports qui ont été effectués démontrent ce que beaucoup de familles, personnes vivent aujourd'hui.

Madame la Présidente, derrière ces rapports, j'aimerais que le comité n'oublie pas qu'il y a des vies. Il y a des familles qui ne mangent plus qu'un repas par jour, il y a des parents qui ont perdu leurs emplois, il y a des enfants qui ont des difficultés à retourner à l'école, il y a des parents qui luttent pour aller au travail parce qu'il n'y a plus ou très peu de moyens de transports. Derrière ces mots, il y a un peuple qui ne désire que de simplement bien vivre et avec dignité.

Nous venons ainsi à notre tour, nous rajouter aux paroles déposées ici, dans l'hémicycle, depuis 40 ans où la Nouvelle-Calédonie a été réinscrite sur la liste des pays à décoloniser, en tant que compagnon de route et frère en humanité, pour la dignité et l'émancipation du peuple kanak. Le système en place ne fonctionne pas pour le peuple kanak.

Nos demandes à ce Comité

Madame la Présidente, ce Comité n'a pas été créé pour enregistrer les injustices. Il a été créé pour y mettre fin. Nous sommes à nouveau rappelés que la « Décennie sur la décolonisation » fait référence à la Quatrième Décennie internationale pour

⁷Tribunal judiciaire de Paris, juges d'instruction, ordonnance de non-lieu général du 5 juin 2026 en faveur de Christian Teint et des treize autres militants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT). Le parquet de Paris a immédiatement fait appel. Voir aussi CAT/C/FRA/CO/8, § 30 (transferts non consentis de détenus kanak en métropole).

⁸CNCDH, Avis A-2026-1, précité, Recommandation n° 1 ; CERD, Déclaration 3 (2026), § c) ; Comité des droits de l'homme, CCPR/C/FRA/CO/6, § 49. Voir également Accord de Nouméa, article 5 (irréversibilité constitutionnellement garantie), et projet de résolution A/AC.109/2024/L.22 (V3), 14e et 34e alinéa du préambule.

L'éradication du colonialisme (2021–2030), proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU.

L'EPKNC demande ainsi : la réception du rapport de la Mission des Peuples du Pacifique ; l'envoi immédiat d'une mission conjointe C-24 et MSG ; le déploiement d'une mission d'évaluation de la Division de l'assistance électorale ; la libération de tous les prisonniers politiques kanak et le rapatriement des prisonniers transférés en métropole ; et l'inscription d'un calendrier de décolonisation respectant l'irréversibilité de l'article 5 de l'Accord de Nouméa et intégrant pleinement les institutions coutumières kanak.¹⁰

L'ordre sans justice n'est pas la paix. Le silence sous la pression n'est pas le consentement.

Oleti gan hmâ. Je vous remercie.



Protestant Church of Kanaky, New Caledonia

**8, rue Fernande Leriche - Vallée du Génie BP 277 –
98845 - Nouméa Cedex**

Tel: 26-38-98 / Mail: epknc@epknc.nc

**Oral statement to the Special Committee of Twenty-Four,
Substantive session on the situation regarding the implementation of the Declaration on the Granting
of Independence to Colonial Countries and Peoples at United Nations Headquarters
United**

Afternoon session on the New Caledonia Question1

New York, Monday, June 15, 2026.

**By Pastor Billy Wetewea, General Secretary of the
Protestant Church of Kanaky New Caledonia**

Madam President, Ladies and Gentlemen of the Special Committee,
Fraternal greetings from the Protestant Church of Kanaky-New Caledonia.

Since 1979, our Church has spoken prophetically in favor of the independence of the Kanak people while affirming the dignity of other communities. Affirming Kanak existence does not mean denying the rights of others. The justice we seek is not directed against anyone, but for life, peace, and dignity for all.

Forty years after New Caledonia was re-listed as a Non-Self-Governing Territory, will the United Nations rise to the occasion at this pivotal moment?

Since May 2024, our people have been going through a profound crisis. We are not just here to describe a political conflict, but to give voice to the families, women, mothers, young people, traditional leaders, churches, and grieving communities.

The Pacific Peoples' Mission concluded that the 2024 uprising was not an isolated event, but the consequence of a failed decolonization process, the loss of state impartiality, persistent socio-economic injustices, and a collapse of trust in the administering and political power.

The United Nations bodies and France agree on three points: Article 5 of the Nouméa Accord is irreversible, the consent of the Kanaks is required, and structural discrimination and the disproportionate use of force persist.

Behind every report lies a human life. Families are surviving on a single meal a day. Parents have lost their jobs. Children are struggling to return to school. Workers cannot get around because transportation has collapsed. The people are not asking for privileges, but for dignity.

Order without justice is not peace. Silence under pressure is not consent.

Please see the full statement below.

The figures from the French National Consultative Commission on Human Rights (CNCDH) itself denounce the system: poverty, inequalities in education, and the overrepresentation of Kanaks in prison. When Kanaks fill the prisons but remain absent from decision-making bodies, it is not just a social crisis; it is a moral and political alarm.

The French justice system's rejection of the insurrection charges exposes the false narrative of conspiracy. Yet, activists remain detained, families remain injured, and the deaths of May 2024 still demand truth and accountability.

Elections held without a comprehensive political agreement, and with an electorate altered without the free, prior, and informed consent of the Kanak people, cannot restore trust. They will only exacerbate divisions.

We therefore call upon this Committee to:

- Accept the report of the Pacific Peoples' Mission;
- Urgently send a joint mission from the C-24 and the Melanesian Spearhead Group;
- Deploy a United Nations electoral assessment mission;
- To demand the release of Kanak political prisoners and the return of detainees transferred to metropolitan France; and
- Establish a clear decolonization timetable, respecting the Nouméa Accord and the Kanak customary institutions.

Madam President, this Commission was not created solely to document colonial injustice. It was created to end it. The Fourth International Decade for the Elimination of Colonialism must translate into concrete action.

Our Church calls neither for hatred nor for revenge, but for truth, justice and peace. True peace does not come from forgetting wounds, but from recognizing them, repairing them, and restoring dignity.

May this Committee today hear the cry of a people, the prayer of a Church, and the call of a land that has been demanding freedom for 40 years now.

Oleti really hmâ.

THANKS.

APPENDIX 1

Full Statement to the Special Committee of Twenty-Four, Substantive Session on the Situation concerning the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples at United Nations Headquarters

Afternoon session on the New Caledonia Question,
New York, Monday, June 15, 2026.

**By Pastor Billy Wetewea, General Secretary of the
Protestant Church of Kanaky New Caledonia**

Madam President, Ladies and Gentlemen of the Committee,

We send you fraternal greetings from the Protestant Church of Kanaky New Caledonia (EPKNC). It was in 1979 that the EPKNC, the evangelical church in New Caledonia and the Loyalty Islands at the time, took a stand for the independence of the Kanak people while recognizing the dignity of the other communities present due to colonization.

Since then, the church has always embraced its prophetic role among God's people in New Caledonia. And we thank our regional and international church partners for carrying this message of justice and truth, which we could not have done ourselves. Claiming one's dignity of existence does not necessarily come at the expense of others. But Madam President, 40 years after New Caledonia was re-inscribed on the list of countries to be decolonized, here we are again. And this is the challenge that our journey through this time presents us with. Will we rise to the occasion?

In solidarity with the Pacific Conference of Churches and our partners, we take
We are speaking before this Committee, not just to bear witness to a crisis. We are here to say what our families, our young people, our mothers, our wives, and our children have heard, seen, and endured since May 2024.

The Mission of the Peoples of the Pacific in Kanaky New Caledonia², organized in April 2025, by the Pacific Network on Globalization (PANG) with 5 prominent Pacific alumni, This allowed us to collect testimonies from young people, mothers, customary leaders, solidarity associations, churches, artists, and communities most affected by the events of May 2024. This was necessary because it seemed very regrettable to us that the official visits organized by the state or regional institutions, such as the high-level mission by the Pacific Islands Forum at the end of June 2024, did not seriously take these groups of people into account.

The Pacific Peoples' Mission concluded that the 2024 uprising is the direct result of a **failed decolonization process** and persistent socio-economic injustices, advocating for the **release of political prisoners** and the negotiation of new agreements to guarantee self-determination and justice for the Kanak people.

² Pacific Network on Globalisation (PANG), Pacific Conference of Churches (PCC), and Protestant Church of Kanaky New Caledonia (EPKNC), Pacific Peoples' Mission to Kanaky New Caledonia, Pastoral and Stakeholder Assessment Report, April 2025 (published November 2025). Available at: <https://pang.org.fj/3080-2/>. Declaration of the 54th Pacific Islands Forum, August 2025; communiqué of the 23rd Leaders Summit of the Melanesian Spearhead Group, June 23, 2025.

- Loss of impartiality: France is not perceived as a neutral actor in the transition towards independence, causing a collapse of political confidence.
- Structural inequalities: The report documents systemic discrimination, The widening socio-economic gaps, the decline of the healthcare system, and systemic biases in the justice system. Notably, young Kanaks represent more than 80% of the prison population.
- Failing post-crisis policies: The May 2024 uprising is presented as a reaction to failing governance. Post-crisis French policies, such as the withdrawal of scholarships and the relocation of public services, have been described as punitive measures against Kanak and Oceanian communities.

Madam President, a legal threshold has been crossed...

General Assembly resolutions 80/98 and 80/105 reaffirmed in December 2025 the mandate of this Committee and the obligations of the administering power under Chapter XI of the Charter.³ This mandate has now been reinforced by an unprecedented event. On 30 April 2026, the Committee on the Elimination of Racial Discrimination adopted its Declaration 3 (2026), the first early warning and urgent action ever triggered for New Caledonia. (INT/CERD/SWA/FRA/11508).⁴ Pursuant to Article 15 of the Convention, the CERD transmitted this text to the Fourth Committee, establishing a formal link between the mechanism conventional anti-discrimination and the UN decolonization process.

What the CERD observed had already been documented by the Human Rights Committee (CCPR/C/FRA/CO/6) and the Committee against Torture (CAT/C/FRA/CO/8). All three agree on the irreversibility of Article 5 of the Nouméa Accord, on the requirement of the free, prior, and informed consent of the Kanak people, and on the disproportionate use of force in May 2024. The French National Consultative Commission on Human Rights, an institution accredited to the United Nations, confirmed these findings in its analysis of 29 January 2026.

Figures that point to a system

Order without justice is not peace. Silence under pressure is not consent.

The figures from the CNCDH are those of the French State itself. 32.5% of the Kanak people live below the poverty line, compared to 9% of the rest of the population. Only 8% of Kanaks have access to higher education, compared to 54% of people identified as European. Between 90 and 95% of the inmates at the Nouméa penitentiary are Kanak, while they represent 39 to 43% of the general population.⁶ The 1971 Advisory Opinion of the International Court of Justice on Namibia recalls that States cannot recognize

³ United Nations General Assembly Resolutions 80/98 and 80/105, adopted on 5 December 2025, reaffirming the mandate of the Special Committee and the core obligations of the administering powers under Chapter XI of the Charter, and stressing the importance of organizing a visiting mission to New Caledonia as soon as possible.

⁴ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Declaration 3 (2026), Early Warning and Urgent Action Procedure, INT/CERD/SWA/FRA/11508, adopted on 30 April 2026. Transmitted to the Fourth Committee pursuant to Article 15 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination.

⁵ National Consultative Commission on Human Rights (CNCDH), Opinion A-2026-1, New Caledonia and Fundamental Rights: An Analysis of the 2024 Crisis, adopted on 29 January 2026 in plenary session (31 votes in favor, 1 against, 3 abstentions), §§ 12-14. The CNCDH has A status with the United Nations under the Paris Principles (General Assembly Resolution 48/134). See also: Human Rights Committee, CCPR/C/FRA/CO/6, 7 November 2024; Committee against Torture, CAT/C/FRA/CO/8, 22 May 2025.

nor to support an unlawful situation in a non-self-governing territory administered in violation of international law. The question that arises here is of the same nature.

A scandal that the French justice system itself has acknowledged

On June 5, 2026, Parisian investigating judges issued a general dismissal of charges against the fourteen Kanak activists of the CCAT, including Christian Tein, president of the FLNKS. The magistrates expressly rejected any accusation of insurrection.⁷ There was no conspiracy. There never has been. This dismissal is the voice of the very institutions of the State, confirming what we have been asserting for two years. And yet, the public prosecutor's office appealed. Some activists remain in detention. The question of the impunity of those responsible for the deaths of twelve Kanak people in May 2024 remains unanswered.

Elections without an agreement, a process without consent

In thirteen days, on June 28, provincial elections will be held with an electoral body modified thirty-nine days before the vote, without the free and prior consent of the Kanak people.

This is precisely the type of unilateral measure that the CERD is demanding be stopped. The 54th Pacific Islands Forum described this moment as pivotal. The Melanesian Spearhead Group had requested a joint mission with this Committee.⁸ Our church fully shares this request.⁹

The various reports that have been carried out demonstrate what many families and individuals are experiencing today.

Madam President, behind these reports, I would like the committee to remember that lives are at stake. There are families now eating only one meal a day, there are parents who have lost their jobs, there are children struggling to return to school, there are parents fighting to get to work because there is little or no public transportation. Behind these words, there is a people who simply want to live well and with dignity.

We, in turn, add ourselves to the words spoken here in this chamber for the past 40 years, since New Caledonia was re-inscribed on the list of countries to be decolonized, as a fellow traveler and brother in humanity, for the dignity and emancipation of the Kanak people.

The current system does not work for the Kanak people.

Our requests to this Committee

Madam President, this Committee was not created to record injustices. It was created to end them. We are reminded once again that the "Decade on Decolonization" refers to the Fourth International Decade for

⁷ Paris Judicial Court, investigating judges, issued a general dismissal order on June 5, 2026, in favor of Christian Teint and the thirteen other activists of the Field Action Coordination Unit (CCAT). The Paris Public Prosecutor's Office immediately appealed. See also CAT/C/FRA/CO/8, § 30 (unauthorized transfers of Kanak detainees to mainland France).

⁸ CNCDH, Opinion A-2026-1, cited above, Recommendation No. 1; CERD, Declaration 3 (2026), § c); Human Rights Committee, CCPR/C/FRA/CO/6, § 49. See also Nouméa Accord, Article 5 (constitutionally guaranteed irreversibility), and draft resolution A/AC.109/2024/L.22 (V3), 14th and 34th paragraphs of the preamble.

the eradication of colonialism (2021–2030), proclaimed by the UN General Assembly.

The EPKNC therefore requests: the receipt of the report from the Pacific Peoples' Mission; the immediate dispatch of a joint C-24 and MSG mission; the deployment of an assessment mission from the Electoral Assistance Division; the release of all Kanak political prisoners and the repatriation of prisoners transferred to metropolitan France; and the establishment of a decolonization timetable respecting the irreversibility of Article 5 of the Nouméa Accord and fully integrating Kanak customary institutions.¹⁰

Order without justice is not peace. Silence under pressure is not consent.

Oleti gan hmâ. Thank you.
